

4

Sous-commission paritaire pour les Etablissements et Services de santé

Mise en oeuvre de l'Accord-cadre 2001-2005 pour le secteur non-marchand de la Communauté française Wallonie-Bruxelles - 2^è phase effective au 1^{er} OCTOBRE 2002

Convention collective de travail du 13 janvier 2003 applicable au secteur des **MILIEUX d'ACCUEIL d'ENFANTS**

PREAMBULE

1. L'Accord-cadre 2001-2005 du 29 juin 2000, négocié entre le Gouvernement de la Communauté française et les représentants des organisations représentatives des Employeurs et des Travailleurs, dispose de diverses mesures de revalorisation des conditions de travail et de rémunération des personnels de l'ensemble des secteurs non-marchands relevant de la compétence de la Communauté française Wallonie-Bruxelles.

La mise en oeuvre concrète de ces diverses mesures est prévue en phases successives au cours de la période 2001-2005 et doit faire l'objet de Conventions Collectives de Travail négociées et signées au sein des Commissions et Sous-Commissions Paritaires compétentes pour les divers secteurs concernés.

2. Au terme du plan pluriannuel 2001-2005 fixé, l'objectif est de tendre à l'harmonisation des conditions de travail et de rémunération des personnels ressortissant à la tutelle de la Communauté française Wallonie-Bruxelles avec les conditions de rémunération et de travail en vigueur pour le personnel du secteur des Hôpitaux privés à la date de la signature de l'Accord-cadre du 29 juin 2000.

3. En ce qui concerne le secteur des MILIEUX d'ACCUEIL d'ENFANTS, la première phase de mise en oeuvre de l'ACCORD-CADRE 2001-2005 s'est vue réalisée avec effet au 1^{er} OCTOBRE 2001, par voie de Convention Collective de Travail sectorielle du 10 décembre 2001.

4. Les parties signataires de cette Convention Collective de Travail sectorielle du 10 décembre 2001 ont convenu d'affecter par priorité les moyens financiers attribués par la Communauté française Wallonie-Bruxelles aux fins de la REVALORISATION programmée dans le secteur des Milieux d'Accueil d'Enfants (MAE) à des mesures préalables d'ALIGNEMENT des barèmes du personnel des MAE sur les barèmes correspondants de la RGB (Révision Générale des Barèmes) applicable à la Fonction publique communautaire, sans préjudice d'autres mesures complémentaires.

* * *

Article 1^{er} : La présente convention collective de travail s'applique aux Employeurs et aux Travailleurs des crèches, préguardiennats, services de gardiennes encadrées à domicile, maisons communales d'accueil de l'enfance, services de garde d'enfants malades à domicile, services d'accueil extrascolaire et des institutions et services similaires d'accueil d'enfants, ressortissant à la sous-commission paritaire pour les établissements et services de santé.

Article 2 : Par travailleur bénéficiaire des avantages prévus par la présente CCT, il y a lieu d'entendre l'ensemble des travailleurs employés et ouvriers, masculins et féminins, occupés dans les institutions et services visés à l'article 1^{er}.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.
04-02-2003 | 06-01-2004^o NR

69-148 | 60 | 305 e 2

4

Article 3 : Pour les travailleurs occupés dans les institutions et services visés à l'article 1^{er} qui font l'objet d'une intervention financière à charge d'autres niveaux de Pouvoirs que la Communauté française Wallonie - Bruxelles, cosignataire de l'Accord-cadre du 29 juin 2000, le bénéfice de tout ou partie des avantages accordés par la présente CCT peut toutefois se voir différé jusqu'à ce que soient garantis les moyens requis pour ce faire.

Les modalités du report font l'objet d'une concertation menée dans le cadre d'un comité ad hoc, mis sur pied par la Sous-Commission paritaire pour les établissements et services de santé, auquel participeront des représentants autorisés des Employeurs et des Travailleurs visés à l'article 1^{er}.

Article 4 : Selon la programmation prévue à l'Accord-cadre du 29 juin 2000, les parties signataires conviennent de sa 2^e phase de réalisation au 1^{er} JANVIER 2003 et disposent à cet effet de mesures complémentaires à celles prévues par la Convention Collective de Travail du 10 décembre 2001 couvrant la 1^{ère} phase de réalisation de cet Accord.

Ces mesures sont conçues pour l'essentiel en prolongement direct ou en confirmation des avantages portés à la CCT susvisée du 10-12-2001.

Soit concrètement :

- 1° *UNE REVALORISATION BAREMIQUE* poursuivie en référence aux barèmes correspondants des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, tels qu'établis par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française (M.B. 29 août 1996 - pp 22948 à 22976).

L'article 5 qui suit précise les travailleurs auxquels cette revalorisation barémique s'applique et les dispositions qu'elle porte concrètement.

- 2° *L'OCTROI DE LA PRIME SYNDICALE* aux membres du personnel des Milieux d'Accueil, pour autant que ceux-ci répondent de la qualité d'affiliés cotisants auprès d'une des organisations syndicales représentées à la Sous-Commission paritaire pour les établissements et les services de santé.

Les organisations syndicales créent et gèrent un « FONDS INTERSYNDICAL de l'ENFANCE » que la Communauté française s'engage à subventionner annuellement aux fins de permettre la liquidation effective de la prime syndicale aux travailleurs bénéficiaires.

- 3° *LES 5 JOURS DE CONGÉ SUPPLÉMENTAIRES* déjà prévus à la précédente CCT du 10 décembre 2001, dont les parties signataires entendent confirmer ici la portée extralégale :
 - soit l'octroi de 4 jours de congé en sus des 20 jours légaux de vacances annuelles (régime 5 jours/semaine) - *proratisés en cas de travail à temps partiel*
 - et l'octroi d'un jour de congé supplémentaire à l'occasion de la Fête de la Communauté française Wallonie-Bruxelles. Ce jour de congé supplémentaire est pris à la date annuelle du 27 septembre ou à tout autre jour ouvrable de l'année, fixé de commun accord au sein de l'institution ou du service.
- 4° L'adaptation des *RÈGLES d'ANCIENNETÉ PECUNIAIRE* applicables au personnel des Milieux d'Accueil, en vue d'une meilleure prise en compte des prestations de travail chez les employeurs précédents et de l'assimilation d'un certain nombre d'interruptions de carrière à des périodes d'activités effectives.

Déjà prévues aux termes de la CCT du 10 décembre 2001, elles se voient confirmées dans le cadre de la nouvelle réglementation en vigueur à l'ONE.

Les articles 7 et 8 qui suivent en déterminent les modalités.

Article 5 :

§1 - Les parties signataires conviennent de poursuivre l'effort engagé en vue de l'alignement des barèmes du personnel des milieux d'accueil d'enfants sur les barèmes correspondants de la RGB (Révision Générale des Barèmes) applicable à la fonction publique communautaire.

§2 - Selon les fonctions et l'importance du rattrapage barémique à couvrir, l'alignement sur la RGB communautaire est totalement ou partiellement acquis au 1^{er} OCTOBRE 2002 ou au 1^{er} JANVIER 2003.

§ 3 - Les barèmes définis à la présente CCT concernent le personnel d'encadrement et le personnel d'accueil qualifié.

Sont visées les fonctions suivantes :

- Infirmier(ère)s gradué(e)s - Assistant(e)s social(e)s et autres gradué(e)s :

Référence RGB :	<u>Ancienneté</u>	Barème	groupe de qualification
(Niveau 2+)	0 à 2 ans	250	3
	3 à 8 ans	251	3
	9 à 14 ans	252	3
	à partir de 15 ans	260	3

La mesure d'alignement / RGB se voit appliquée à 100 % à partir du 1^{ER} OCTOBRE 2002.

- Infirmier(ère)s breveté(e)s

Référence RGB :	<u>Ancienneté</u>	Barème	groupe de qualification
(Niveau 2)	0 à 2 ans	200	2
	3 à 8 ans	201	2
	9 à 14 ans	202	2
	à partir de 15 ans	210	2

La mesure d'alignement / RGB se voit appliquée à 100 % à partir du 1^{ER} OCTOBRE 2002.

- Puériculteur(trice)s et Accueillant(e)s qualifié(e)s

Aux termes de la CCT du 10 décembre 2001, il avait déjà été prévu l'alignement à 100 % sur la fonction RGB correspondante de niveau 3 - groupe de qualification 2.

Les parties signataires conviennent présentement de faire bénéficier les puériculteur(trice)s et accueillant(e)s qualifié(e)s d'une mesure de relèvement partiel du groupe de qualification 2 vers le groupe de qualification 3 - dans la fonction RGB correspondante de niveau 3

Référence RGB :	<u>Ancienneté</u>	Barème	groupe de qualification
(Niveau 3)	0 à 2 ans	300	3
	3 à 8 ans	301	3
	9 à 14 ans	302	3
	à partir de 15 ans	310	3

Avec effet au 1^{er} JANVIER 2003 et grâce aux moyens financiers disponibles, cette mesure de relèvement est appliquée à hauteur de 70,70 % du rattrapage barémique à couvrir.

Elle sera appliquée à 100 % lors de la 3^{ème} phase de réalisation de l'Accord-cadre 2001 - 2005.

Article 6 :

§ 1 - Les barèmes visés à l'article 5 sont repris en annexe à la présente CCT.

Ils sont exprimés à la base annuelle 100 % (au 01/01/1990) en euros et en francs belges. Ils font l'objet à la date d'entrée en vigueur de la présente CCT d'une liquidation à 129,36 % en liaison à l'indice-pivot 109,45 (base 1996 = 100).

§ 2 - Ils évoluent conformément aux dispositions de la *Loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements et subventions à charge du Trésor public.*

Article 7

§ 1 - L'ancienneté pécuniaire s'applique **aux** travailleurs occupés dans l'institution ou le service selon les barèmes ici arrêtés, indistinctement du temps de travail presté ou du statut de mise au travail.

§ 2 - A dater de l'entrée en vigueur de la présente CCT, sont assimilées à des périodes prestées par ces travailleurs et prises en compte pour l'ancienneté pécuniaire :

- les périodes de congé éducation,
- les périodes de congé de paternité et de congé d'adoption,
- les période de congé parental,
- les périodes de congé pour soins palliatifs
- les périodes de crédit-temps à temps partiel, de diminution de carrière d'1/5 temps et de réduction des prestations de travail pour les travailleurs de 50 ans et plus, **à l'exclusion du dispositif de crédit-temps à temps plein,**
- les périodes d'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille qui souffre d'une maladie grave, pour autant que le bénéficiaire en soit acquis à temps partiel.

§ 3 En ce qui concerne le personnel dont les prestations antérieures au sein de l'institution ne sont pas prises en compte pour l'application des dispositions qui précèdent en matière de valorisation de l'ancienneté, les parties conviennent de rechercher lors de la ou des phase(s) suivante(s) de mise en œuvre de l'Accord-cadre 2001 - 2005 les modalités susceptibles de lever les discriminations qui s'ensuivent à l'égard des membres du personnel concernés. La concrétisation totale ou partielle de ces modalités se verra toutefois liée au financement nécessaire à cet effet.

Article 8

§ 1 - Pour la détermination de l'ancienneté pécuniaire lors de tout nouvel engagement aux fonctions d'encadrement et d'accueil visées à l'article 5 ci-dessus, sont admissibles les périodes prestées par le travailleur, en Belgique ou à l'étranger, dans un emploi à temps plein ou à temps partiel et sans distinction du statut de mise au travail, au sein des institutions reconnues ou agréées et/ou subventionnées par une autorité publique qui relèvent des secteurs de la santé, de l'aide aux personnes, de la politique des personnes handicapées et des politiques de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, de l'éducation permanente, de la culture, de l'enseignement et de l'insertion socio-professionnelle.

§ 2 - Ces périodes sont prises en compte pour autant que les prestations visées aient été effectuées dans la même fonction, selon la qualification ou le diplôme requis, ou qu'elles donnent lieu à une expérience jugée équivalente.

Les prestations admissibles sont comptabilisées par mois entiers.

§ 3 - La valorisation effective de l'ancienneté acquise chez les employeurs précédents peut toutefois se voir liée à la condition d'un subventionnement suffisant à cet effet.

Article 9 : La présente Convention Collective de Travail entre en vigueur au 1^{er} OCTOBRE 2002.

Les effets s'en voient toutefois reportés au 1^{er} JANVIER 2003 pour ce qui est de la mesure de relèvement barémique prévue pour les puériculteurs/trices et accueillant(e)s qualifié(e)s

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant préavis de six mois notifié par courrier recommandé au Président de la Sous-Commission paritaire pour les Etablissements et Services de santé, qui en informe les parties signataires.

* * *

Mise en œuvre de l'Accord-cadre 2001 / 2005 pour le secteur non-marchand
 de la Communauté française Wallonie - Bruxelles- 2ème phase effective au 1er octobre 2002
 applicable au secteur des MILIEUX d'ACCUEIL d'ENFANTS

BAREMES PERSONNEL D'ENCADREMENT

Base annuelle à 100 %
 Montants exprimés à 100 % (au 01/01/1990)

ALIGNEMENT RGB au 1^{er} OCTOBRE 2002

(1)			(2)		
Infirmier/ère - assistant(e) social(e) et autres gradué(e)s Niveau 2 + Groupe de qualification 3			Infirmier/ère breveté(e) Niveau 2 Groupe de qualification 2		
ancien neté	francs belges (pour mémoire)	Euros		francs belges (pour mémoire)	Euros
	250/3			200/2	
23/0	695 000	17 228,60	20/0	574 000	14 229,09
1	706 000	17 501,28	1	585 000	14 501,77
2	717 000	17 773,97	2	596 000	14 774,45
	251/3			201/2	
3	752 000	18 641,59	3	611 000	15 146,29
5	774 500	19 199,35	5	636 500	15 778,42
7	797 000	19 757,11	7	662 000	16 410,55
	252/3			202/2	
9	844 000	20 922,21	9	691 500	17 141,84
11	866 500	21 479,97	11	717 000	17 773,97
13	889 000	22 037,73	13	742 500	18 406,09
	260/3			210/2	
15	936 000	23 202,83	15	784 000	19 434,85
17	958 500	23 760,59	17	809 500	20 066,98
19	981 000	24 318,35	19	835 000	20 699,11
21	1 003 500	24 876,12	21	860 500	21 331,24
23	1 026 000	25 433,88	23	886 000	21 943,37
25	1 048 500	25 991,64	25	911 500	22 595,49
27	1 071 000	26 549,40	27	937 000	23 227,62
29	1 093 500	27 107,16	29	962 500	23 859,75
			31	988 000	24 491,93

Les barèmes ci-dessus sont calculés en liaison à la RGB (Révision Générale des Barèmes) applicable aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Progression RGB :

		Barème (1)	Barème (2)
Ancienneté :	0 - 2ans	250/3	200/2
	3 - 8 ans	251/3	201/2
	9 - 14ans	252/3	202/2
	15 ans et plus	260/3	210/2

Mise en œuvre de l'Accord-cadre 2001 / 2005 pour le secteur non-marchand
de la Communauté française Wallonie - Bruxelles- 2ème phase effective au 1er octobre 2002

applicable au secteur des MILIEUX d'ACCUEIL d'ENFANTS

BAREMES PERSONNEL d'ENCADREMENT

Montant mensuel indexé

Indice - pivot : 109,45 (base 1996=100)
Pourcentage de liquidation : **129,36 %**
En vigueur à partir du 1/2/2002

ALIGNEMENT RGB au 1^{er} OCTOBRE 2002

(1)			(2)		
Infirmier/ère - assistant(e) social(e) et autres gradué(e)s Niveau 2 + Groupe de qualification 3			Infirmier/ère breveté(e) Niveau 2 Groupe de qualification 2		
ancienneté	francs belges (pour mémoire)	Euros		francs belges (pour mémoire)	Euros
	250/3			2002/2	
23/0	74921	1857,24	20/0	61877	1533,90
1	76107	1886,64	1	63063	1563,29
2	77293	1916,03	2	64249	1592,69
	251/3			201/2	
3	81066	2009,56	3	65866	1632,77
5	83491	2069,69	5	68615	1700,91
7	85917	2129,82	7	71364	1769,06
	252/3			202/2	
9	90983	2255,41	9	74544	1847,89
11	93409	2315,54	11	77293	1916,03
13	95834	2375,67	13	80042	1984,18
	260/3			210/2	
15	100901	2501,27	15	84515	2095,08
17	103326	2561,39	17	87264	2163,22
19	105752	2621,52	19	90013	2231,36
21	108177	2681,65	21	92762	2299,51
23	110603	2741,77	23	95511	2367,65
25	113028	2801,90	25	98260	2435,79
27	115454	2862,03	27	101009	2503,94
29	117879	2922,15	29	103758	2572,08
			31	106507	2640,22

Les barèmes ci-dessus sont calculés en liaison à la RGB (Révision Générale des Barèmes) applicable aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Progression RGB :

Ancienneté :	Barème (1)	Barème (2)
0 - 2ans	250/3	200/2
3 - 8ans	251/3	201/2
9 - 14ans	252/3	202/2
15 ans et plus	260/3	210/2

4

Mise en œuvre de l'Accord-cadre 2001 / 2005 pour le secteur non-marchand
 de la Communauté française Wallonie - Bruxelles- 2ème phase effective au 1er octobre 2002

applicable au secteur des MILIEUX d'ACCUEIL d'ENFANTS

BAREMES PUERICULTEURS/TRICES - référence RGB
 et autres accueillant(e)s qualifié(e)s

REVALORISATION au 1^{er} JANVIER 2003

Base annuelle à 100 %
 Montants exprimés à 100 % (au 01/01/1990)

Montant mensuel indexé

Indice - pivot : 109,45 (base 1996=100)
 Pourcentage de liquidation : **129,36 %**
 En vigueur à partir du 1/2/2002

	Francs belges (pour mémoire)		Euros		Francs belges (pour mémoire)		Euros	
	18/0	300/3	552 401	13693,66	18/0	300/3	59 549	1 476,18
1		558 401	13 842,40	1		60 196	1 492,21	
2		564 401	13991,14	2		60 842	1 508,24	
	301/3				301/3			
3		577 401	14313,40	3		62 244	1 542,98	
5		587 801	14571,21	5		63 365	1 570,78	
7		598 201	14829,01	7		64 486	1 598,57	
	302/3				302/3			
9		625 101	15 495,85	9		67 386	1 670,45	
11		635 501	15 753,66	11		68 507	1 698,24	
13		645 901	16011,47	13		69 628	1 726,04	
	310/3				310/3			
15		672 801	16 678,30	15		72 528	1 797,92	
17		683 201	16936,11	17		73 649	1 825,71	
19		693 601	17 193,92	19		74 770	1 853,50	
21		704 001	17451,73	21		75 891	1 881,30	
23		714 401	17 709,54	23		77 012	1 909,09	
25		724 801	17 967,35	25		78 134	1 936,88	
27		735 201	18 225,16	27		79 255	1 964,67	
29		745 601	18 482,97	29		80 376	1 992,46	

Les barèmes ci-dessus sont calculés en liaison à la RGB (Révision Générale des Barèmes) applicable aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française :

Ancienneté :	Progression RGB :		
		Barème Niveau 3	Groupe de qualification
	0 - 2ans	300	3
	3 - 8ans	301	3
	9 - 14ans	302	3
	15 ans et plus	310	3

La revalorisation prévue vise le relèvement du Groupe de qualification 2 vers le Groupe de qualification 3 - dans la fonction RGB correspondante de niveau 3.

Avec effet au 1^{er} JANVIER 2003 et en fonction des moyens financiers disponibles, cette mesure de relèvement est appliquée à hauteur de **70,70 %** du rattrapage barémique à couvrir.

Elle sera appliquée à 100 % lors de la 3^{ème} phase de réalisation de l'Accord-Cadre 2001 / 2005.

Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

Uitvoering van het kaderakkoord 2001-2005 voor de non-profitsector van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel - 2^{de} effectieve fase op 1 OKTOBER 2002

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 januari 2003
van toepassing op de sector van de **KINDEROPVANG**

INLEIDING

- 1. Het kaderakkoord 2001-2005 van 29 juni 2000, waarover onderhandeld is tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigers van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties, beschikt over verschillende herwaarderingsmaatregelen van de loon- en arbeidsvoorwaarden van het personeel van alle non-profitsector die vallen onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel.

De concrete uitvoering van deze verschillende maatregelen wordt vastgelegd in opeenvolgende fases tijdens de periode 2001-2005 en gebeurt via collectieve arbeidsovereenkomsten waarover wordt onderhandeld en die worden ondertekend in de bevoegde paritaire comités en subcomités voor de verschillende betrokken sectoren.

- 2. Op het einde van het vastgelegde meerjarenplan 2001-2005, is het doel te streven naar de harmonisering van de loon- en arbeidsvoorwaarden van het personeel dat ressorteert onder het voogdijchap van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel met de loon- en arbeidsvoorwaarden die van kracht zijn voor het personeel van de sector van de privé-ziekenhuizen op de datum van de ondertekening van het kaderakkoord van 29 juni 2000.
- 3. Wat de sector KINDEROPVANG betreft, werd de eerste fase van uitvoering van het KADERAKKOORD 2001-2005 verwezenlijkt vanaf 1 OKTOBER 2001, door middel van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001.
- 4. De ondertekenende partijen van deze sectorale collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 zijn overeengekomen om bij voorrang de financiële middelen, die zijn toegekend door de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel ter fine van de HERWAARDERING, vastgelegd in de sector van de kinderopvang, toe te wijzen aan de voorafgaande aanpassingsmaatregelen van de loonschalen van het personeel van de kinderopvang op de loonschalen die overeenkomen met de Algemene Herziening van de Loonschalen), die van toepassing is op de overheid van de gemeenschappen, ongeacht andere aanvullende maatregelen.

Artikel 1: Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de kinderkribben, peuterspeelplaatsen, diensten voor omkaderde thuisopvang, gemeentelijke huizen voor kinderopvang, diensten voor thuisopvang van zieke kinderen, diensten voor buitenschoolse kinderopvang en gelijkaardige inrichtingen en diensten voor kinderopvang die ressorteren onder het paritair subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR

04-02-2003 06 M-2004 NR N°

69-148 | 6 | 30502

Artikel 2: Onder werknemer die de voordelen geniet, bepaald door deze CAO, moet worden verstaan, alle werknemers, mannelijke en vrouwelijke bedienden en arbeiders, die tewerkgesteld zijn in de inrichtingen en diensten bedoeld in artikel 1.

Artikel 3 : Voor de werknemers die tewerkgesteld zijn in de inrichtingen en diensten, bedoeld in artikel 1, waarvoor in een financiële tegemoetkoming is voorzien ten laste van andere niveaus van Machten dan de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel, medeondertekenaar van het kaderakkoord van 29 juni 2000, kan het voordeel van de gehele of een deel van de voordelen die toegekend zijn door deze CAO verschillen tot de middelendie hiervoor vereist zijn, gewaarborgd zijn.

Over de modaliteiten van het uitstel zal overleg gepleegd worden in het kader van een ad hoc comité, opgericht door het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, waaraan de bevoegde vertegenwoordigers van de werkgevers en de werknemers, bedoeld in artikel 1, zullen deelnemen.

Artikel 4: Volgens de programmatie, bepaald in het kaderakkoord van 29 juni 2000, komen de ondertekenende partijen de 2^{de} fase van de uitvoering overeen op 1 JANUARI 2003 en ze beschikken hiervoor over aanvullende maatregelen bij deze bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 die de eerste fase van uitvoering van dit akkoord dekt.

Deze maatregelen kunnen voornamelijk uitbreiden als rechtstreekse betrekking of als bevestiging van de voordelen afgenomen in de genoemde CAO van 10 december 2001.
Hetzij concreet:

1° **EEN HERWAARDERING VAN DE LOONSCHALEN** met verwijzing naar de overeenstemmende loonschalen van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals opgesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap (B.S. 29 augustus 1996 - blz. 22948 tot 22976).

Artikel 5 verduidelijkt de werknemers waarop deze herwaardering van de loonschalen van toepassing is en de concrete bepalingen ervan.

2° **TOEKENNING VAN DE VAKBONDSPREMIË** aan de personeelsleden van de kinderopvang, voor zover zij instaan voor de kwaliteit van diegenen die een bijdrage betalen aan een van de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

De vakorganisaties richten een "INTERSYNDICAAL FONDS VOOR KINDEROPVANG" op en beheren het, waarbij de Franse Gemeenschap zich ertoe verbindt jaarlijks te subsidiëren om de effectieve afrekening mogelijk te maken van de vakbondspremie aan de werknemers.

3° **DE 5 DAGEN AAN'TILLEND VERLOF**, waarin reeds was voorzien in de vorige CAO van 10 december 2001, waarvan de ondertekenende partijen hier de extralegale draagwijdte bevestigen:

- ofwel de toekenning van 4 dagen verlof bovenop de 20 dagen wettelijke jaarlijkse vakantie (stelsel van 5 dagen/week) - **in verhouding in geval van deeltijdse arbeid**

- 4
- en de toekenning van een dag aanvullend verlof naar aanleiding van het Feest van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel. Deze dag aanvullend verlof wordt genomen op 27 september of op elke andere werkdag van het jaar, in onderling overleg vastgelegd in de inrichting of dienst.

4° De aanpassing van de REGELS van GELDELIJKE ANCIENNITEIT die van toepassing zijn op het personeel van de Kinderopvang, met het oog op een betere uitvoering van de arbeidsprestaties bij de vorige werkgevers en de gelijkschakeling van een aantal loopbaanonderbrekingen van de effectieve activiteitsperiodes.

Hierin was reeds voorzien in de CAO van 10 december 2001 en wordt nu bevestigd in het kader van de nieuwe reglementering die bij "ONE" van kracht is. Artikel 7 en 8, die volgen, leggen de modaliteiten vast.

Artikel 5:

§1 - De ondertekenende partijen komen overeen de inspanning vol te houden met het oog op de aanpassing van de loonschalen van het personeel van de kinderopvang met de overeenkomstige loonschalen van de AWH (Algemene Weddeschaalherziening) die van toepassing is op de gemeenschapsoverheid.

§2 - Volgens de functies en het belang van de aanpassing van de loonschalen, wordt de gelijkschakeling van de communautaire AWH geheel of gedeeltelijk bereikt op 1 OKTOBER 2002 of op 1 JANUARI 2003.

§3 - De loonschalen die in deze CAO worden bepaald hebben betrekking op het kaderpersoneel en op het personeel gekwalificeerd voor opvang.

De volgende functies worden bedoeld:

- Gegradueerd verpleegkundige - Sociaal assistent(e) en andere gegradueerden:

<u>Verwijzing AWH</u> (Niveau 2+)	<u>Anciënniteit</u>	<u>Loonschaal</u>	<u>Kwalificatiegroep</u>
	0 tot 2 jaar	250	3
	3 tot 8 jaar	251	3
	9 tot 14 jaar	252	3
	vanaf 15 jaar	260	3

De aanpassingsmaatregel / AWH wordt aan 100% toegepast vanaf 1 OKTOBER 2002.

- Gebrevetteerde verpleegkundige

<u>Verwijzing AWH</u> (Niveau 2)	<u>Anciënniteit</u>	<u>Loonschaal</u>	<u>Kwalificatiegroep</u>
	0 tot 2 jaar	200	2
	3 tot 8 jaar	201	2
	9 tot 14 jaar	202	2
	vanaf 15 jaar	210	2

De aanpassingsmaatregel / AWH wordt aan 100 % toegepast vanaf 7 OKTOBER 2002.

- Kinderverzorg(st)er en gekwalificeerde opvang(st)ers

Krachtens de CAO van 10 december 2001 was er reeds in een aanpassing aan 100 % voor de functie AWH die overeenkomt met niveau 3 - kwalificatiegroep 2.

De ondertekenende partijen komen nu overeen om de kinderverzorg(st)ers en de gekwalificeerde opvang(st)ers een maatregel te laten genieten tot gedeeltelijke verhoging van kwalificatiegroep 2 naar kwalificatiegroep 3 - in de functie AWH die overeenkomt met niveau 3.

Verwijzing AWH (Niveau 3)	<u>Anciënniteit</u>	<u>Loonschaal</u>	Kwalificatiegroep
	0 tot 2 jaar	300	3
	3 tot 8 jaar	301	3
	9 tot 14 jaar	302	3
	vanaf 15 jaar	310	3

Vanaf 1 JANUARI 2003 en dankzij de beschikbare financiëlemiddelen, wordt deze maatregel tot verhoging toegepast op het niveau van 70,70 % van de aanpassing van de loonschalen.

Deze maatregel zal worden toegepast aan 100 % tijdens de 3^{de} fase van uitvoering van het kaderakkoord 2001-2005.

Artikel 6:

§1 - De loonschalen bedoeld in artikel 5 zijn als bijlage gevoegd bij deze CAO. Zij zijn uitgedrukt op jaarbasis 100 % (op 01/01/1990) in Euro en in Belgische frank. Bij de inwerkingtreding van deze CAO zullen zij verrekend worden aan 129,36 % samenmet de spilindex 109,45 (basis 1996= 100).

§2 - Zij evolueren overeenkomstig de bepalingen van de *Wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden en lonen ten laste van de openbare schatkist aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.*

Artikel 7

§1 - De geldelijke anciënniteit is van toepassing op de werknemers die tewerkgesteld zijn in de inrichting of dienst, volgens de loonschalen die hier bepaald zijn, zonder onderscheid van gepresteerde arbeidstijd of statuut van tewerkstelling.

§2 - Vanaf de inwerkingtreding van deze CAO worden de volgende périodes gelijkgesteld met de périodes gepresteerd door deze werknemers en in aanmerking genomen voor de geldelijke anciënniteit:

- de périodes van educatief verlof,
- de périodes van vaderschapsverlof en adoptieverlof,
- de périodes van ouderschapsverlof,
- de périodes verlof voor palliatieve zorgen,
- de périodes van deeltijds tijdskrediet, 1/5 loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties voor de werknemers van 50 jaar en ouder, **met uitzondering van het voltijds tijdskrediet,**

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

04 -02- 2003

NR.
N°

160/30592

- 4
- de périodes van loopbaanonderbreking voor hulp of het verlenen van zorgen aan een gezins- of familielid dat aan een ernstige ziekte lijdt, voor zover het voordeel deeltijds verkregen is.

§3 Wat het personeel betreft waarvan de vroegere prestaties in de inrichting niet in aanmerking worden genomen voor de toepassing van de bepalingen die voorafgaanzake herwaardering van de anciënniteit, komen de partijen overeen om tijdens de volgende fase(s) van uitvoering van het kaderakkoord 2001-2005 de modaliteiten te onderzoeken die waarschijnlijk de discriminaties zullen opheffen die voortvloeien ten opzichte van de betrokken personeelsleden. De gehele of gedeeltelijke concretisering van deze modaliteiten wordt echter gekoppeld aan de noodzakelijke financiering hiervoor.

Artikel 8

§1 - Voor de bepaling van de geldelijke anciënniteit bij elke nieuwe aanwerving in de onthaal- en kaderfuncties, bedoeld in artikel 5, worden de périodes toegelaten die gepresteerd worden door de werknemer, in België of in het buitenland, in een voltijdse of deeltijdse tewerkstelling en zonder onderscheid van het tewerkstellingsstatuut, in de inrichtingen die erkend en/of gesubsidieerd worden door een publieke overheid, die afhangen van de gezondheidssectoren, zorg voor personen, gehandicaptenbeleid en kinder- en jongerenbeleid en jeugdzorg, volwassenenschooling, cultuur, onderwijs en socio-professionele inschakeling.

§2 – Deze périodes worden in aanmerking genomen, voor zover de bedoelde prestaties uitgeoefend werden in dezelfde functie, volgens de vereiste kwalificatie of het vereiste diploma, of dat zij aanleiding geven tot een gelijkwaardige ervaring.

De toegelaten prestaties worden per volledige maand in de boeken opgenomen.

§3 - De effectieve herwaardering van de vereiste anciënniteit bij de vorige werkgevers kan echter gekoppeld worden aan de voorwaarde van een voldoende subsidie hieromtrent.

Artikel 9: Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 OKTOBER 2002.

De gevolgen worden echter uitgesteld tot 1 JANUARI 2003 voor wat de maatregel betreft van herwaardering van de loonschalen, vastgelegd voor de kinderverzorg(st)ers en de gekwalificeerde opvang(st)ers.

opzeggingsperiodes van zes maanden, betekend

Zij wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Zij kan worden opgezegd, mits een ~~aangetekende brief~~ ^{aangetekende} wordt betekend, per aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, die er de ondertekenende partijen over inlicht.

4

Uitvoering van het kaderakkoord 2001 / 2005 voor de non-profitsector van de Franse
 Gemeenschap Wallonië - Brussel - 2^{de} effectieve fase op 1 oktober 2002

van toepassing op de sector KINDEROPVANG

LOONSCHALEN KADERPERSONEEL

Jaarbasis aan 100 %
 Bedragen uitgedrukt aan 100 % (op 01/01/1990)

AANPASSING AWH OP 1 OKTOBER 2002

(1)			(2)		
Verpleegkundige - sociaal assistent(e) et autres gradué(e)s Niveau 2 + Kwalificatiegroep 3			Gebrevetteerd verpleegkundige Niveau 2 Kwalificatiegroep 2		
ancien niteit	Belgische frank (ter herinnering)	Euro		Belgische frank (ter herinnering)	Euro
23/0	250/3 695 000	17 228,60	20/0	200/2 574 000	14 229,09
1	706 000	17 501,28	1	585 000	14 501,77
2	717 000	17 773,97	2	596 000	14 774,45
	251/3			201/2	
3	752 000	18 641,59	3	611 000	15 146,29
5	774 500	19 199,35	5	636 500	15 778,42
7	797 000	19 757,11	7	662 000	16 410,55
	252/3			202/2	
9	844 000	20 922,21	9	691 500	17 141,84
11	866 500	21 479,97	11	717 000	17 773,97
13	889 000	22 037,73	13	742 500	18 406,09
	260/3			210/2	
15	936 000	23 202,83	15	784 000	19 434,85
17	958 500	23 760,59	17	809 500	20 066,98
19	981 000	24 318,35	19	835 000	20 699,11
21	1 003 500	24 876,12	21	860 500	21 331,24
23	1 026 000	25 433,88	23	886 000	21 943,37
25	1 048 500	25 991,64	25	911 500	22 595,49
27	1 071 000	26 549,40	27	937 000	23 227,62
29	1 093 500	27 107,16	29	962 500	23 859,75
			31	988 000	24 491,93

Voorvoemde loonschalen worden berekend samen met de AWH (Algemene Weddeschaaierzening) van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Vooruitgang AWH :

		Loonschaal (1)	Loonschaal (2)
Anciënniteit:	0 - 2 jaar	250/3	200/2
	3 - 8 jaar	251/3	201/2
	9 - 14 jaar	252/3	202/2
	15 jaaren meer	260/3	210/2

Uitvoering van het kaderakkoord 2001 / 2005 voor de non-profitsector van de Franse
 Gemeenschap Wallonië - Brussel - 2^{de} effectieve fase op 1 oktober 2002

van toepassing op de sector van de KINDEROPVANG

LOONSCHALEN KADERPERSONEEL

Maandelijks geïndexeerd bedrag

AANPASSING AWH op 1 OKTOBER 2002

Spilindex: 109,45 (basis 1996=100)
 Liquidatiepercentage: 129,36 %
 van kracht vanaf 1/2/2002

(1)			(2)		
Verpleegkundige - sociaal assistent(e) en andere gegradueerden Niveau 2 + Kwalificatiegroep 3			Gebrevetteerd verpleegkundige Niveau 2 Kwalificatiegroep 2		
ancienniteit	Belgische frank (ter herinnering)	Euro		Belgische frank (ter herinnering)	Euro
23/0	250/3	74921	20/0	2002/2	61877
1		1857,24	1		1533,90
2		1886,64	2		1563,29
		1916,03			1592,69
	251/3			201/2	
3		81066	3		65866
5		2009,56	5		1632,77
7		2069,69	7		1700,91
		2129,82			1769,06
	252/3			202/2	
9		90983	9		74544
11		2255,41	11		1847,89
13		93409	13		77293
		2315,54			1916,03
	260/3	95834	13		80042
		2375,67		210/2	1984,18
15		100901	15		84515
17		2501,27	17		2095,08
19		103326	19		87264
21		2561,39	21		2163,22
23		2621,52	23		90013
25		2681,65	25		2231,36
27		2741,77	27		92762
29		2801,90	29		2299,51
		2862,03			95511
		2922,15			2367,65
					98260
					2435,79
					101009
					2503,94
					103758
					2572,08
					106507
					2640,22

Voorvoemde loonschalen worden berekend samen met de AWH (Algemene Weddeschaaierzening) van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Vooruitgang AWH:

Ancienniteit:	Loonschaal (1)	Loonschaal (2)
0 - 2 jaar	250/3	200/2
3 - 8 jaar	251/3	201/2
9 - 14 jaar	252/3	202/2
15 jaar en meer	260/3	210/2

Uitvoering van het kaderakkoord 2001 / 2005 voor de non-profitsector van de Franse
 Gemeenschap Wallonië - Brussel - 2^{de} effectieve fase op 1 oktober 2002

van toepassing op de sector van de KINDEROPVANG

L.OONSCHALEN KINDERVERZORG(ST)ERS - referentie AWH
 en andere gekwalificeerde opvang(st)ers

HERWAARDERING op 1 JANUARI 2003

Jaarbasis aan 100 %
 Bedragen uitgedrukt aan 100 % (op 01/01/1990)

Maandelijks geïndexeerd bedrag

Spilindex: 109,45 (basis 1996=100)
 Liquidatiepercentage: **129,36 %**
 van kracht vanaf 1/2/2002

	Belgische frank (ter herinnering)		Euro		Belgische frank (ter herinnering)		Euro	
	18/0	300/3	552 401	13 693,66	18/0	300/3	59 549	1 476,18
1		558 401	13 842,40	1		60 196	1 492,21	
2		564 401	13 991,14	2		60 842	1 508,24	
	301/3				301/3			
3		577 401	14 313,40	3		62 244	1 542,98	
5		587 801	14 571,21	5		63 365	1 570,78	
7		598 201	14 829,01	7		64 486	1 598,57	
	302/3				302/3			
9		625 101	15 495,85	9		67 386	1 670,45	
11		635 501	15 753,66	11		68 507	1 698,24	
13		645 901	16 011,47	13		69 628	1 726,04	
	310/3				310/3			
15		672 801	16 678,30	15		72 528	1 797,92	
17		683 201	16 936,11	17		73 649	1 825,71	
19		693 601	17 193,92	19		74 770	1 853,50	
21		704 001	17 451,73	21		75 891	1 881,30	
23		714 401	17 709,54	23		77 012	1 909,09	
25		724 801	17 967,35	25		78 134	1 936,88	
27		735 201	18 225,16	27		79 255	1 964,67	
29		745 601	18 482,97	29		80 376	1 992,46	

Voorvoemde loonschalen worden berekend samen met de AWH (Algemene Weddeschaalherziening) van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap:

		Vooruitgang AWH:	
Anciënniteit:		Loonschaal Niveau 3	Kwalificatiegroep
	0 - 2 jaar	300	3
	3 - 8 jaar	301	3
	9 - 14 jaar	302	3
	15 jaar en meer	310	3

De vastgelegde herwaardering beoogt de verhoging van kwalificatiegroep 2 naar kwalificatiegroep 3 - in de functie AWH die overeenstemt met niveau 3.

Vanaf 1 JANUARI 2003 in functie van de beschikbare financiële middelen, wordt deze herwaarderingsmaatregel toegepast op het niveau van 70,70 % van de aanpassing van de loonschalen.

Ze zal aan 100 % worden toegepast bij de 3^{de} fase van uitvoering van het kaderakkoord 2001 / 2005,